

cOup dE GueUle !!!

Personne ne saurait rester sans réagir...

En cette rentrée, les menaces pesant sur l'avenir des personnels de la Fonction publique se renforcent et se précisent.

Les mesures salariales décidées par le Gouvernement ne permettent en rien de régler le contentieux accumulé, ni de faire face aux dégradations accentuées du pouvoir d'achat.

Les suppressions d'emplois annoncées pour le budget 2009 viennent encore aggraver la situation de l'emploi public et de l'exercice des missions publiques. Dans un contexte de croissance revue à la baisse, les risques d'une réduction encore plus forte qu'annoncée des moyens accordés à l'intervention publique sont réels.

Les projets de privatisation de La Poste, les nouvelles attaques contre le système de Sécurité sociale et les services de santé, se placent à nouveau dans l'optique d'une destruction du Service public.

La mise en œuvre de la RGPP et la réforme de l'administration territoriale de l'Etat - mise en chantier dès la rentrée après une phase de pseudo concertation en juillet - ont pour finalité les économies budgétaires à tout prix et la disparition d'un Service public de proximité et de plein exercice.

En programmant pour la fin de l'année une « loi-cadre sur la Fonction publique », largement inspirée des conclusions du « Livre blanc Silicani », le gouvernement entend remettre en cause les garanties collectives des personnels de la Fonction publique, afin d'instituer une gestion des ressources humaines basée sur la « performance » et l'individualisation des parcours professionnels, de la rémunération.

Pour répondre aux attaques, seule l'action convergente des agents de la Fonction publique peut permettre de changer la donne. En ce sens la réunion commune des confédérations syndicales du 4 septembre, pour décider d'initiatives communes à l'occasion de la journée mondiale d'actions pour un travail et un salaire décents, et la réunion unitaire des fédérations de fonctionnaires du 10 septembre auront une importance cruciale.

Petites manœuvres et grandes entourloupes

C'est à ne pas y croire. Et pourtant même après s'être assuré d'être bien éveillé, et de l'avoir dûment constaté en s'étant maintes fois frotté les yeux, il faut se faire une raison : notre président et son gouvernement ont annoncé vouloir faire payer « au capital » l'effort de solidarité en faveur des plus démunis au travers de modalités de financement (d'une petite partie) du Revenu de Solidarité Active.

Diantre ! Aurions nous bêtement ignoré la volonté de nos dirigeants de s'attaquer résolument au capital, à la loi de l'argent, pour s'engager sur la voie de la justice sociale ?

Mais, en y regardant de plus près, on constate que cette mise à contribution du « capital » ne risque pas de faire trembler sur leur piédestal les gros actionnaires, dirigeants des grands groupes capitalistes et fondements du système. En effet, épargnant le cœur du capital, le champ des contributeurs ira, sur la base d'un taux unique, jusqu'aux quelque 12 millions de souscripteurs d'assurance vie qui, plaçant leurs – souvent maigres – économies de la sorte pour se préserver d'un avenir de plus en plus incertain compte tenu notamment de ce qui se passe sur les retraites, ne pensaient vraiment pas pour leur immense majorité devoir être considérés comme des capitalistes, de ces grandes fortunes acquises par l'exploitation du travail d'autrui qu'il faut mettre à contribution pour répondre aux besoins du peuple et notamment des plus défavorisés. La ficelle est vraiment grosse !

Le trait de l'actu.



par PJ